

## PRÉSENTATION

**Geoffrey Pleyers**

**La Découverte | Réseaux**

**2013/5 - n° 181**  
**pages 9 à 9**

**ISSN 0751-7971**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-reseaux-2013-5-page-9.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Pleyers Geoffrey, « Présentation »,  
*Réseaux*, 2013/5 n° 181, p. 9-9. DOI : 10.3917/res.181.0009  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# PRÉSENTATION

Geoffrey PLEYERS

La littérature consacrée aux usages d'internet et des réseaux sociaux dans les mouvements sociaux s'est considérablement étendue avec les révolutions arabes et les mouvements démocratiques qui ont marqué le début des années 2010. Un débat animé et teinté de déterminisme technologique s'est développé sur l'ampleur du rôle des réseaux sociaux dans ces mouvements qui ont parfois été qualifiés de « révolutions 2.0 » (Ghonim, 2012). Trois ans après le début de cette vague de mobilisations, trois constats s'imposent.

En premier lieu, l'usage d'internet n'a pas conduit à une domination des actions et mouvements virtuels qui auraient pris le pas sur les mobilisations dans « l'espace physique ». Au contraire, depuis 2011, l'occupation d'espaces publics urbains et, en particulier, de places symboliques, est au cœur de ces mouvements.

Deuxièmement, alors qu'internet est un espace virtuel global, les usages des réseaux sociaux par les activistes ont davantage contribué à construire des mouvements nationaux, voire locaux.

Troisièmement, les réseaux sociaux et internet n'ont pas remplacé les mass media. C'est quand ils se sont articulés à ces derniers que les media alternatifs militants ont eu le plus large écho.

Ces constats ne conduisent pas à minimiser l'impact des nouvelles technologies et des réseaux sociaux sur les acteurs et les sociétés contemporains, ils invitent à décentrer le regard pour le porter sur l'intersection et l'articulation de l'action en ligne et hors ligne, de la participation sur internet et sur les places.

Internet et les réseaux sociaux ont incontestablement favorisé les connexions et la diffusion des formes, pratiques et messages des mouvements démocratiques au niveau national et international (Vasi et Chan, 2013). Les mobilisations récentes auraient été bien différentes sans l'explosion du nombre d'utilisateurs d'internet en Russie (Lonkila, 2012) et dans le monde arabe, et particulièrement en Égypte (Gerbaudo, 2013) ou sans la participation de jeunes activistes diffusant leurs images et leurs revendications sur YouTube et Facebook, « twittant » en direct les manifestations, leur répression ou les assemblées des campements activistes (Mason, 2012). Cependant, pour comprendre le rôle d'internet dans les « révolutions arabes », les mouvements des indignés et Occupy ou les mouvements démocratiques en Russie, en Turquie et au Brésil, il faut dépasser les oppositions binaires entre le monde « virtuel » du cyberactivisme et le monde « réel » des mobilisations dans les rues et sur les places. Activisme en ligne et ancrage territorial, connexions globales et cadres nationaux, usages des media alternatifs et références aux mass media se sont articulés plutôt qu'opposés.

### **Des réseaux sociaux aux places**

Les révolutions arabes et la vague de mobilisations citoyennes au Brésil ont rapidement été qualifiées de « mouvements Facebook », tant les réseaux sociaux sont apparus comme des espaces privilégiés de mobilisation, de diffusion d'information et d'échange d'expériences. Pourtant, des citoyens ont partout voulu occuper des espaces publics pour réaffirmer leur caractère public et politique, redéployant le sens et le répertoire des « zones autonomes temporaires » (Bey, 1997), des campements alter-activistes et des espaces d'expérimentation démocratique. Au point que ces mouvements sont désormais identifiés aux places qu'ils ont occupées : Tahrir au Caire, la Plaza del Sol à Madrid, Syntagma à Athènes, Taksim à Istanbul, « Occupy Wall Street » à New York, « Occupy Abay » à Moscou ou « Occupy Cinelandia » à Rio de Janeiro.

Dans ces mouvements, l'activisme en ligne a souvent renforcé la mobilisation dans les rues et sur les places, par exemple lorsque la diffusion en ligne d'une manifestation ou des activités d'un campement Occupy lui donne un plus large écho. Manuel Castells (2012) insiste quant à lui sur l'importance de « l'espace protégé » d'internet face aux régimes autoritaires. Il permet de construire des « réseaux d'indignation » à partir desquels peut s'opérer le passage de l'espace privé et virtuel à l'espace public des places (voir Fernandes et

Freitas Roseno, 2013 pour les mobilisations au Brésil ; Khosrokhavar, 2012 ; Gerbaudo, 2013 ; Sanchez García, 2013 pour les révolutions dans le monde arabe). Par ailleurs, ces mouvements ont multiplié les « connexions » en ligne mais ont aussi (re)connecté de nombreux « activistes en ligne » avec l'espace local à travers des rencontres dans leur quartier et dans leur ville, rappelant au passage que la massification d'internet et la mondialisation en général ne signifie pas « la fin des territoires ». En même temps, dans bien des camps « Occupy », l'usage des réseaux sociaux était tel que l'expérience subjective des activistes se forgeait à la fois sur la place et en ligne.

L'interaction entre activisme en ligne et sur les places n'est cependant pas exempte de tensions. Plusieurs ethnographies rapportent des problèmes survenus suite à la mise en cause de décisions prises par des assemblées sur des places par des participants à des groupes de discussion en ligne. Dans leur analyse des interactions sur la place et en ligne dans Occupy London Stock Exchange, Tamsin Murray-Leach et Sean Dean (2014) rapportent, par exemple, comment l'heure de la prochaine réunion d'un groupe de travail décidée par les participants présents sur la place a ensuite été contestée et modifiée par les participants en ligne, sans que tous ceux qui étaient physiquement présents à la réunion n'aient été consultés ou même informés. Le « clic-activisme » est régulièrement dénoncé par les activistes comme une forme de participation en ligne qui ne se transcrit pas dans la vie réelle et donne l'impression d'une participation, tout en n'ayant qu'un impact très limité dans la société (Cardon, 2010). Paulo Gerbaudo (2012) explique ainsi que, dans les rues du Caire comme à New York, ceux qui occupent les places insistent pour qu'on ne les confonde pas avec « ceux qui commentent et "aiment" sur Facebook » et se mobilisent pour « faire sortir les gens d'internet ».

Par ailleurs, dans toutes les villes où se sont déployés ces « mouvements des places » et ces manifestations citoyennes, on assiste à l'émergence d'une élite transnationale et hyper-connectée. Ces passeurs (Tarrow, 2005) et organisateurs de « mouvements horizontaux » s'appuient sur le savoir-faire acquis dans des mouvements à travers le monde occidental et soulignent le caractère mobilisateur des connexions entre des mobilisations dans différents pays. À São Paulo et à Porto Alegre, ils ont par exemple organisé plusieurs diffusions en direct depuis la place Taksim (Istanbul), et y voient l'un des éléments déclencheurs de la vague de mouvements citoyens au Brésil. Ces « connecteurs » se trouvent souvent en porte-à-faux avec des activistes locaux, qui insistent sur le caractère local et national des motifs de leur révolte. Mais à

défaut d'une correspondance toujours avérée avec la réalité, l'imaginaire des réseaux globaux interconnectés est devenu un trait d'identité d'une frange cosmopolite et très technologique d'activistes-passeurs qui circulent d'un continent à l'autre, connectent les mobilisations citoyennes, organisent des assemblées « mondiales » en ligne et trouvent un large écho auprès des journalistes et de quelques chercheurs étrangers.

### Réseaux sociaux et mouvements nationaux

Internet permet de dépasser les frontières et de faire le tour du monde en un clic. Nous affranchit-il pour autant de l'espace ? Le contrôle d'internet et des réseaux sociaux dans la Tunisie de Ben Ali (Romain Lecomte, dans ce numéro) ou en Chine (Arsène, 2012) nous rappelle que la toile ne permet pas toujours d'échapper au territoire. Ailleurs, l'usage massif des réseaux sociaux par les activistes des mouvements contemporains a souvent davantage contribué à « nationaliser » une mobilisation ou une vague d'opinion qu'à l'internationaliser<sup>1</sup>. Les réseaux sociaux ont ainsi surtout favorisé la diffusion d'opinions, de revendications et des répertoires d'action dans le cadre national.

Le recours aux réseaux sociaux a, par exemple, contribué à la création des campements d'indignés dans toutes les villes d'Espagne (Feixa et Nofre, 2013), établissant le caractère national d'un mouvement dans un pays pourtant marqué par des courants régionalistes<sup>2</sup>. Au Mexique, les étudiants du mouvement #YoSoy132 se sont mobilisés contre le soutien des deux grands groupes de télévision à l'un des candidats aux élections présidentielles de 2012. Parti d'une action dans une université de Mexico, ce mouvement a immédiatement trouvé un large écho grâce à une vidéo postée sur YouTube et aux réseaux sociaux. Cet engouement en ligne a conduit à des manifestations dans les capitales des 32 États de la fédération alors que, jusque-là, rares étaient les

---

1. Ce constat ne se limite pas aux mouvements progressistes. Il vaut tout autant, sinon plus, pour les vagues d'opinion sécuritaires. Parmi les près de 1,8 million de « Like » sur la page Facebook de soutien à un bijoutier de Nice qui a tué l'un des braqueurs dans sa fuite, 96 % sont français (origine des fans de la page Facebook « Soutien au bijoutier de Nice » au 14 septembre 2013 à 9 h 00, <http://feed.krds.fr/post/61295117159/la-realite-sur-les-likes-de-la-page-soutien-au>). S'il y a indéniablement une barrière linguistique, la seule réalité du net ne suffit pas à expliquer pourquoi on est bien plus susceptible de soutenir cette page Facebook si l'on vit en France qu'au Québec ou en Suisse francophone.

2. Contrairement à la Catalogne, le Pays basque a cependant été moins actif dans le mouvement des indignés (Perugorria et Tejerina, 2013).

mobilisations qui touchaient à la fois le Nord et le Sud du pays (Bizberg et Zapata, 2010). De même, en Russie (Gabowitsch, 2013) ou au Brésil (Fernandes et Freitas Roseno, 2013), le recours massif aux réseaux sociaux par les activistes coexiste avec la revendication du caractère national des mobilisations. En Europe, la dynamique des forums sociaux continentaux s'est épuisée au profit de la multiplication de mouvements nationaux contre les politiques d'austérité. Si les mouvements des années 2010 partagent certaines dimensions globales (Pleyers et Glasius, 2013), la massification d'internet et de son usage par les activistes n'a donc pas été de pair avec la disparition des actions et mouvements à l'échelle nationale au profit de mouvements globaux. Elle est au contraire concomitante à un renforcement des dimensions nationales de la plupart des mobilisations citoyennes.

### **Réseaux sociaux et mass media**

Dominique Cardon et Fabien Granjon (2010) soulignent le rôle considérable d'internet dans la redéfinition des manières de produire de l'information et de critiquer à la fois la façon dont elle est fabriquée et la représentation du monde qu'elle prétend imposer. L'influence des mass media est en partie contrée par la multiplication des blogs, micro-blogs et autres canaux d'information alternative. Mais ces derniers ne remplacent pas les mass media, ils s'articulent avec eux. Gustavo Cardoso (2012) rappelle que notre paysage médiatique n'est pas dominé par internet mais est constitué par la superposition et l'articulation de différents media. Pour comprendre les mouvements contemporains et leur usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, nous devons dès lors intégrer à l'analyse non seulement le rôle des media classiques, mais aussi leurs interactions avec les nouveaux media.

Cette articulation entre media alternatifs et mass media peut prendre la forme d'une confrontation, par exemple, lorsque les premiers dénoncent la collusion des seconds avec les élites économiques ou politiques. Au Mexique, le mouvement étudiant #YoSoy132 a pris pour cible le siège de Televisa, le principal consortium médiatique, plutôt que les institutions nationales, dénonçant l'information partisane en faveur de l'un des candidats aux élections présidentielles. De même, en juin 2013 au Brésil, de nombreux slogans pointaient le rôle du consortium médiatique « Globo » et dénonçaient sa manière de couvrir les mobilisations. Des manifestations et des actions de protestation ont ensuite été régulièrement organisées devant le siège de « Globo », à São Paulo.

Mais pour les mouvements du début des années 2010, l'interaction entre media de masse et media alternatifs a souvent été dans le sens d'une amplification de certains messages de ces derniers. Davantage que l'activisme en ligne et les tweets, c'est l'articulation entre les réseaux sociaux et les media de masse qui a permis à l'information venue des mouvements de toucher une grande partie de la population. Des activistes égyptiens ont posté sur la toile des dizaines de courtes vidéos de la répression et d'exactions policières, mais c'est lorsqu'elles ont été reprises par la chaîne de télévision Al-Jaezira que ces images ont été massivement diffusées et ont touché les populations des banlieues du Caire (Mason, 2011 ; Sanchez García, 2012). Les revendications des quelques milliers d'activistes mobilisés à New York et les quatre cents campeurs d'Occupy London Stock Exchange ont trouvé un relais jusque dans les éditoriaux du *Financial Times* (21 novembre 2011) et de *The Economist* (26 novembre 2011). Certains grands titres de la presse chinoise se font eux aussi le relais de causes exprimées sur les réseaux sociaux : « Le circuit des recours administratifs ne crée aucun buzz. Mais dès que j'ai posté l'annonce de cette procédure sur mon compte Weibo des médias chinois s'en sont emparés<sup>3</sup> », explique un activiste contre le nucléaire. Les media alternatifs permettent de faire rapidement remonter l'information jusqu'aux grands media traditionnels qui, en retour, donnent une plus grande diffusion et une légitimité à cette information. Par ailleurs, la frontière entre mass media et media participatifs est devenue ténue. Les grands media cherchent à interagir avec les réseaux sociaux des activistes, notamment en encourageant des observateurs ou les activistes eux-mêmes à contribuer à l'information en postant directement des news, des images ou des opinions pour leurs sites de couverture médiatique en continu (Bennett et Segerberg, 2012). À l'inverse, les enquêtes et informations des mass media alimentent également les réseaux sociaux et sites militants. Le mouvement mexicain #YoSoy132 s'est, par exemple, appuyé sur les résultats de l'enquête du journaliste Jo Tuckman publiés dans le *Guardian*<sup>4</sup> à propos de documents détaillant la vente par Televisa, le principal groupe de télévision mexicain, d'une couverture médiatique favorable à celui qui allait devenir président du Mexique.

### Entre la vie quotidienne et l'engagement

La séparation analytique entre l'activisme « en ligne » et « hors ligne » renvoie à une autre fausse dichotomie, plus profonde, celle qui sépare la vie quotidienne

3. Gabriel Grésillon, « Nucléaire : quand le peuple de Chine se rebiffe », *Les Échos*, 26 juin 2012, p. 8.

4. Voir en particulier l'édition du 7 juin 2012, <http://www.theguardian.com/world/2012/jun/07/mexico-presidency-tv-dirty-tricks?INTCMP=SRCH&guni=Article:in%20body%20link>.

et la politique. La participation politique est souvent pensée à partir d'analyses d'un espace public déconnecté de la vie quotidienne (et dont internet fait désormais partie), comme si seules comptaient les actions qui trouvaient un écho dans la politique institutionnelle et les mass media.

Or les mouvements qui ont marqué le début de cette décennie mêlent profondément vie privée et engagement public. C'est dans leur vie quotidienne que de nombreux citoyens ont trouvé les motifs pour descendre dans la rue. En Russie, beaucoup se sont indignés suite aux vexations subies dans leur vie quotidienne, face à la corruption ou à l'impunité des fonctionnaires et de la police locale (Clément, 2011). Au Brésil, c'est le prix et l'organisation des transports publics qui a mis le feu aux poudres. Amitié et engagement sont liés dans la diffusion virale de l'information alternative, l'expérience militante et les campements des indignés. Cette séparation entre le monde de la vie et celui de la citoyenneté est également remise en cause par les formes expressives d'engagement, très présentes dans les mouvements contemporains (McDonald, 2006). Expérience personnelle et expression de soi y sont partie intégrante d'un engagement qui « ne réclame plus de “sortir de soi”, comme le supposait la figure du militant prêt à sacrifier sa vie privée pour se dévouer à l'intérêt général » (Cardon, 2010, p. 72).

S'il est un media qui mêle vie privée et engagement public et offre une plateforme à cet individualisme expressif, ce sont les réseaux sociaux. Sur les pages Facebook ou celles de son équivalent russe Vkontakte des jeunes investis dans les mobilisations au Brésil ou à Moscou, les photos des exactions policières contre des manifestants suivent celles des soirées entre amis, les opinions sur la démocratie se mêlent les messages personnels. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles les citoyens mobilisés ont bien davantage investi Twitter, Facebook<sup>5</sup> et leurs déclinaisons nationales que les logiciels libres (souvent très performants) créés par des militants-informaticiens chevronnés pour faciliter l'organisation des mouvements, la diffusion des informations ou la tenue d'assemblées virtuelles et participatives.

C'est dans l'articulation et la fertilisation réciproque entre la vie quotidienne et le politique, entre le monde d'internet et celui des places publiques, entre

---

5. Facebook et Twitter ont été très utilisés lors de la première révolution égyptienne (Gerbaudo, 2012). L'effet mobilisateur de la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Said » a par exemple fait l'objet de nombreux témoignages (Ghonim, 2012) et analyses (Olesen, 2013).



les réseaux sociaux et la convivialité des espaces militants qu'émergent des subjectivités politiques, de nouvelles formes de citoyenneté et les acteurs des mouvements sociaux d'aujourd'hui.

### **Les logiques de l'action connective**

Plutôt que de céder aux sirènes d'une analyse immédiate et souvent précipitée, les articles regroupés dans cette livraison de *Réseaux* nous invitent à prendre un recul historique et analytique particulièrement bienvenu pour comprendre les pratiques et les enjeux des usages d'internet et des réseaux sociaux dans les mouvements sociaux contemporains. Leurs études de cas s'étendent sur plusieurs années. Cette perspective longitudinale conduit à éviter les excès du déterminisme technologique de l'« internet-centrisme » vigoureusement dénoncé par Evgeny Morozov (2011) ou de l'idée qu'internet est forcément pétri d'une « culture horizontale des réseaux et de la participation » qui finira forcément par contaminer et par transformer le monde réel. L'article de Didier Demazière, François Horn et Marc Zune nous montre que même les militants des logiciels libres doivent parfois renoncer à l'idéal d'ouverture pour fermer leurs groupes de travail, et celui d'Irène Pereira que les groupes anarchistes ne peuvent pleinement mettre en pratique leurs idéaux dans l'organisation de leur mouvement. L'analyse de Romain Badouard rappelle qu'il ne suffit pas d'ouvrir de nouveaux canaux de participation, comme la possibilité de pétitions européennes en ligne, pour renforcer la participation et la démocratie.

Dominique Cardon (2010, p. 90) souligne régulièrement l'inadéquation de « l'idée de mimer sur internet les procédures de la démocratie représentative ». Comme lui, Lance Bennett et Alexandra Segerberg (2012) et Paulo Gerbaudo (2013) montrent que l'action ou la participation « hors ligne » et « en ligne » gardent leurs logiques propres. L'analyse des mouvements contemporains doit dès lors prendre en compte les logiques de l'action collective et celles de l'« action connective », mais aussi (et surtout) leurs interactions.

S'il ne peut être question d'isoler des propriétés des formes collectives qui soient propres à internet, il est en revanche utile d'interroger la gamme des engagements auxquels les environnements numériques ont offert un espace particulièrement accueillant. Comment se créent, s'accomplissent et se coordonnent les engagements en réseau ? Quelles sont les caractéristiques des activités militantes qui prennent forme sur le web ? Par quelles sortes d'emprunts

et d'inventions les mondes du logiciel libre, de Wikipédia, des pétitions ou des collectifs militants en ligne ont-ils mis en place des formes collectives sur le web ? Comment valorisent-ils certains principes d'engagement et certains types de structures organisationnelles ?

C'est à ces questions que s'intéresse cette livraison de *Réseaux*, en portant le regard vers différentes formes d'activisme. De façon délibérée, un très large espace de pratiques a retenu l'attention des contributeurs de ce numéro allant des hackers aux référendums en ligne initiés par les institutions européennes, en passant par la révolution tunisienne et les pratiques organisationnelles des anarchistes. Il importe, en effet, de faire droit à la diversité et à l'hétérogénéité des engagements en ligne pour mieux se défaire des risques de déterminisme technologique auxquels prêtent souvent les analyses des mobilisations sur internet. Il a cependant été écarté du périmètre thématique de ce numéro les usages partisans d'internet dans le cadre de la compétition électorale auquel *Réseaux* a déjà donné écho précédemment (notamment dans le n° 150, « Parler politique en ligne » et dans le n° 176, « Internet et le pluralisme de l'information »). Si ces derniers, notamment lors des campagnes électorales, semblent aujourd'hui dominer les pratiques « politiques » du web, ils présentent sans doute moins d'originalité que les engagements auto-organisés dont le web est le support depuis sa naissance. Ceux-ci ont déjà fait l'objet de nombreuses publications et de maints débats. Mais cette ancienneté offre un salutaire recul qui invite à plus de profondeur et de finesse dans le questionnement. C'est ce que voudrait faire ce numéro de *Réseaux*, en mettant en exergue quelques traits originaux du militantisme en ligne.

Le premier consiste à porter un regard longitudinal sur le devenir et les effets de croissance des communautés en ligne, comme le font Didier Demazière, François Horn et Marc Zune à propos des développeurs du logiciel SPIP. Les auteurs questionnent l'un des principaux points de fragilité de la vie des communautés du libre : comment faire face à la croissance des projets lorsque ceux-ci rencontrent le succès et attirent à eux toutes sortes d'intérêts, notamment économiques ? À travers l'exemple de SPIP, ce logiciel d'édition participative qui s'est largement diffusé sur le web francophone au début des années 2000, les auteurs montrent comment la communauté des développeurs a été traversée par d'intenses débats sur la nature du projet et le respect de son esprit fondateur. L'extension de la communauté et la transformation simultanée des principes et des règles de son fonctionnement est une caractéristique du développement des innovations ascendantes. Les auteurs montrent comment les

conflits et le risque de scission d'une communauté de plus en plus hétérogène guident les collectifs vers des formes plus procédurales que substantielles de gouvernance. Aussi est-il important d'assurer un important travail de socialisation aux règles de la communauté pour assurer l'articulation entre les anciens à l'identité militante plus affirmée et les nouveaux entrants qui sont souvent motivés par d'autres intérêts et d'autres rationalités. Le recul historique est aussi au principe de l'enquête menée par Romain Lecomte sur l'usage des technologies numériques par les Tunisiens. Une manière de faire contrepoids au déterminisme technologique qui a marqué le débat sur le rôle des réseaux sociaux dans les révolutions arabes est de reconstituer, comme le fait Romain Lecomte dans son article, l'histoire des mobilisations numériques, et leurs rapports avec l'espace politique oppositionnel et dissident, qui ont animé le web tunisien depuis 1990. Entre filiation et ruptures, ce sont alors différents âges des configurations militantes et technologiques de la contestation du pouvoir de Ben Ali qui se font jour et permettent de donner sens aux événements de 2011.

Un deuxième trait des perspectives mises en œuvre dans ce numéro est de procéder à des comparaisons entre les activités en ligne et hors ligne (Irène Pereira) ou en contrastant différents dispositifs, comme le propose Romain Badouard avec les différentes pétitions référendaires en ligne mises en place par la Commission européenne. Il est en effet frappant de remarquer avec l'auteur la faiblesse des mobilisations pétitionnaires initiées par les Institutions européennes, alors même que les formes, plus spontanées, de pétition connaissent sur le web un très grand succès. Illustrant la difficulté rencontrée par les acteurs de la démocratie représentative à saisir ou organiser les formes d'expression politique « par le bas » qui émergent sur le web, Romain Badouard montre qu'une des raisons de cette difficulté est de penser l'« opinion du web » dans les mêmes catégories que l'opinion individuelle et autonome que présupposent les théories libérales de la démocratie. Or, montre l'auteur à partir d'une méthodologie originale qui suit les engagements sur le web à partir des liens hypertextes, les publics qui se mobilisent sur internet s'articulent étroitement aux sociabilités numériques des acteurs.

Le dernier trait auquel s'attachent les articles de ce numéro de *Réseaux* est l'exploration des configurations idéologiques et organisationnelles des communautés en ligne. Comment aborder, transversalement, les différentes formes collectives dont le web est le support ? Existe-t-il des motifs communs à l'ensemble ? C'est ce à quoi s'attache Mathieu O'Neil dans une réflexion

sur les formes de légitimation de l'autorité dans les différentes communautés en ligne. À partir de travaux portant sur le logiciel libre, Wikipédia ou la blogosphère politique, l'auteur montre la diversité des principes (charisme, mérite, autorité algorithmique, etc.) qui soutiennent l'acceptation légitime de la hiérarchie de pouvoir et de compétences dans les collectifs en ligne. Il ouvre ainsi à la fois à une prise en compte plus fine de la diversité des formes organisationnelles sur le web, tout en montrant la fragilité des principes qui les fondent et les critiques qu'elles doivent affronter. Irène Pereira, enfin, propose une analyse qui invite à interroger les présupposés idéologiques qui ont été investis dans la forme réseau et la manière dont celle-ci a été si souvent associée avec les nouvelles formes d'engagement, notamment sur internet. L'auteur montre que les thèmes de l'auto-organisation, de la décentralisation et de la gouvernance en essaim, qui est souvent associé à la tradition anarchiste, ne constituent pas la forme organisationnelle privilégiée dans la tradition historique par les organisations anarchistes. Celles-ci leur préfèrent en fait la forme de la fédération, en accentuant la place du mandat impératif. Si le modèle du réseau a pu acquérir une telle notoriété dans le mouvement social numérique, c'est en se référant plutôt à une forme particulière du mouvement libertaire, l'autonomie, qui s'est développée dans les années 1980 dans un esprit beaucoup plus spontané. En analysant les débats internes aux différents courants de l'anarchisme sur le modèle d'organisation à privilégier, Irène Pereira ouvre ainsi à une meilleure compréhension des forces et des faiblesses des collectifs auto-organisés.

On trouvera en Varia une analyse comparative d'Éric Macé entre une série télévisée de la HBO : *The Wire* (« Sur écoute ») qui fit date, dans la mesure où elle prenait en compte de manière subtile la question de la diversité ethnique et les séries françaises, suspectées d'être plus timides en la matière. À partir de données quantitatives, l'auteur montre que la représentation des minorités est en France de même niveau, mais que demeure un aspect qualitatif qui indique, au-delà de la hiérarchie entre les deux univers avancée par les fans, que des contraintes politiques et morales pèsent sur les auteurs français et qu'elles ne sont pas les mêmes que celles que gèrent les Américains.

---

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

- ARSÈNE S. (2012), *Internet et politique en Chine*, Paris, Karthala.
- BENNETT L. et SEGERBERG A. (2012), "The logic of connective action", *Information, Communication & Society*, 15, 5, 739-768.
- BEY H. (1997), *TAZ : Zone Autonome Temporaire*, Paris, L'Éclat.
- BIZBERG I. et ZAPATA F. (Ed.) (2010), *Movimientos sociales*, Mexico, El Colégio de México.
- CARDON D. (2010), *La démocratie Internet*, Paris, Seuil.
- CARDON D. et GRANJON F. (2010), *Les médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- CARDOSO G. (2012), "Networked life world: four dimensions of the cultures of networked belonging", *Observatorio*, 197-205.
- CASTELLS M. (2012), *Networks of outrage and hope*, Cambridge, Polity.
- CLÉMENT C. (2012) « Mobilisations citoyennes russes : le quotidien au cœur des protestations », *La Vie des idées*, 11 décembre.
- FEIXA C. et NOFRE J. (Eds.) (2013), *Generación Indignada. Topias y Utopias del 15M*, Lleida, Milenio.
- FERNANDES E. et FREITASROSENO R. (2013), *Protesta Brasil. Das redessociais as manifestações de rua*, São Paulo, Prata.
- GABOWITSCH M. (2013), *Putin kaputt !? Russlands neue Protestkultur*, Frankfurt, Suhrkamp.
- GERBAUDO P. (2012), *The tweets and the streets*, London, Pluto.
- GHONIM W. (2012), *Revolution 2.0: The Power of the People Is Greater Than the People in Power*, London, Fourth Estate.
- KHAMIS S., GOLD P., VAUGHN K. (2012), "Beyond Egypt's Facebook Revolution and Syria's YouTube Uprising", *Arab Media & Society*, 15. En ligne [http://www.arab-mediasociety.com/articles/downloads/20120407120519\\_khamis\\_gold\\_vaughn.pdf](http://www.arab-mediasociety.com/articles/downloads/20120407120519_khamis_gold_vaughn.pdf).
- KHOSROKHAVAR F. (2012), *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Boulder Paradigm.
- LONKILA M. (2012), *Russian protest on- and offline*, Briefing paper 98, Helsinki, Finnish Institute of International Affairs.
- MASON P. (2011), *Why Its Kicking Off Everywhere: The New Global Revolutions*. London, Verso.
- McDONALD K. (2006) *Global movements*, London, Blackwell.

- MOROZOV E. (2011), *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, London, Penguin.
- MURRAY-LEACH T. et DEEL S. (2014), *Occupy London Stock Exchange*, in M. Kaldor et S. Selchow (Eds.), *Subterranean politics*, London, Palgrave.
- PERUGORRÍA I. et TEJERINA B. (2013), “Politics of the encounter: Cognition, emotions, and networks in the Spanish 15M”, *Current Sociology*, vol. 61(4), 424-442.
- PLEYERS G. et GLASIUS M. (2013), « La résonance des mouvements de 2011 », *Socio*, vol. 1(2).
- SANCHEZ GARCÍA J. (2013), “Tahrir y la culturadelrechazo”, in Carles Feixa et Jordi Nofredir. *Generación Indignada*, Lleida, Milenio.
- TARROW S. (2005), *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- VASI I. B. et SUH C. (2013), “Protest in the Internet Age: Public Attention, Social Media, and the Spread of ‘Occupy’ Protests in the United States”, Paper presented at the Politics and Protest workshop, 13 February.